

LE POUVOIR COMMENCE À RECULER

CONTRE MACRON MOBILISATION GÉNÉRALE!

PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA

Dossier

**GILETS JAUNES:
DES MESURES
D'URGENCE!** Pages 6 et 7

ÉDITO

Penseurs aux ordres,
gardiens de l'ordre
Page 2

PREMIER PLAN

1^{er} décembre: une journée
nationale de mobilisation(s)
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

G20: faux semblants, guerre
commerciale et krach rampant
Page 5

À LA UNE

Changer le système, pas le climat!
Page 12

TAXES, FISCALITÉ, PROTECTION SOCIALE : DES MESURES D'URGENCE

Avec Macron (comme avec ses prédécesseurs), c'est un vrai mélémélo. Ceux d'en haut payent toujours moins, ceux d'en bas ont la double peine : des taxes et des services publics (hôpitaux, écoles, ...) dégradés. Des mesures d'urgence s'imposent avant même la réforme globale qui serait nécessaire pour créer un système fiscal juste.

Annuler les taxes sur les carburants

Il faut d'abord annuler les taxes sur les carburants : pour celles et ceux qui sont obligés de prendre leur voiture pour aller travailler, faire leurs courses, aller voir un médecin... leur hausse est catastrophique, surtout pour les plus modestes, alors que la moyenne cache en grande partie son effet. Jusqu'à 61% du budget des bas revenus est absorbé en dépenses « pré-engagées » (frais de logement, assurances, cantines, forfaits téléphoniques et audiovisuels). Ce qui reste pour vivre est donc réduit ; d'où l'effet décuplé des augmentations qui gênent beaucoup moins les hauts revenus. La hausse de ces taxes est supposée être positive pour l'écologie : il s'agit de réduire la consommation de produits pétroliers. En fait, lorsqu'on est obligé d'utiliser sa voiture, on n'a pas le choix : ce sont les autres dépenses qui sont réduites. Pour fournir des alternatives à la voiture, il faut faire le contraire de ce que fait Macron : arrêter toute fermeture de lignes de train, augmenter les transports en commun et lancer un grand plan de réhabilitation des logements. Et fournir une médecine de proximité :



arrêt des fermetures d'hôpitaux et de maternité, lutte contre les déserts médicaux.

Rétablir et étendre l'ISF

Il n'y aurait pas d'argent pour tout ça. Eh bien, commençons par rétablir l'ISF : avec sa suppression, les super-riches ont gagné près de 4 milliards d'euros. On pourrait d'ailleurs même renforcer l'ISF, car trop de richesses y échappaient ou étaient imposées à un taux trop faible. On pourrait ainsi faire passer son produit de 5 milliards (avant la réforme Macron) à 10 milliards.

Supprimer le CICE

Cette année, le coût du CICE mis en place par Hollande va passer de près de 20 milliards à 40 milliards,

car il est transformé en baisse des cotisations employeurs. L'argent coule donc à flots de ce côté, alors que le CICE, d'après les rapports officiels, n'a créé que de 100 000 à 200 000 emplois maximum (contre le million promis), et ceci alors que les entreprises perçoivent le CICE depuis plusieurs années. Cela fait cher de l'emploi !

Un emploi rémunéré 1700 euros net « coûte » 2920 euros environ, toutes cotisations et charges comprises (sans tenir compte des aides à l'employeur), soit 35 000 euros par an : les 40 milliards du CICE, c'est donc 1,140 million d'emplois à 1700 euros net ! Il faut supprimer le CICE et consacrer l'argent à des emplois utiles à l'école, dans la santé, pour les personnes âgées.

La CSG

Le gouvernement augmente la CSG sur les retraités alors que le pouvoir d'achat des retraités recule déjà. En même temps, il baisse l'impôt sur les revenus du capital en mettant en place un système qui le fait sortir de l'impôt sur le revenu et, dans la future loi de financement de la sécurité sociale, prévoit que les finances de la Sécu pourront être encore plus ponctionnées pour financer les aides aux entreprises (avec des exonérations de cotisations employeurs non compensées).

Cesser le pillage des finances de la Sécu

Il faut immédiatement annuler toutes les hausses de la CSG, impôt injuste, et ensuite la remplacer totalement par la cotisation patronale. Il faut aussi cesser le pillage des finances de la Sécu par les exonérations de cotisations. En remboursant les soins à 100%, celle-ci devrait couvrir complètement les frais de santé. Les complémentaires santé qui ont des taux de cotisations de plus en plus élevés seraient supprimées. Selon une étude récente du ministère de la Santé, déduction faite des différentes allocations, loger dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) coûte en moyenne 1850 euros par mois pour la moitié des résidents, alors que le revenu moyen des retraités français, tous régimes confondus, est de 1500 euros net par mois ! Et souvent, la qualité de vie laisse à désirer ! Il faut que la dépendance soit prise en charge par la Sécu pour que les anciens puissent vieillir dans la dignité (voir page 8).

CONTRE UNE POLITIQUE AU SERVICE DES RICHES

DES MESURES D'URGENCE

Depuis 3 semaines, un vent de colère souffle sur des Gilets jaunes. Si ce sont les taxes sur l'eau qui a fait déborder le vase, bien d'autres mobilisations : injustice fiscale, disparition de services publics, questions sur les transports, répartition des richesses... Présentation de mesures d'urgence sociales.

POUR DES TRANSPORTS ÉCOLOGIQUES, ET AU SERVICE DE TOUTES ET TOUS

Les trajets augmentent à cause de l'allongement de la distance domicile-travail, de la suppression des services publics en campagne ou zones périurbaines, des activités quotidiennes. Au lieu de mener des politiques capables de réduire les émissions de CO₂, tous les gouvernements favorisent les entreprises du BTP, les constructeurs de véhicules et les transporteurs routiers. Au détriment des plus pauvres qui ne peuvent payer leurs déplacements, comme le disent les Gilets jaunes.

Rouvrir les gares et les lignes de chemin de fer fermées

La politique du « toujours plus vite » a favorisé les lignes ultrarapides (TGV, LGV), en siphonnant les budgets de la SNCF, faisant disparaître les gares et les lignes secondaires qui permettraient de circuler sur tout le territoire.

Développer les transports en commun, instaurer la gratuité

On a besoin de trains, de trams, de bus, nombreux, fréquents, publics, reliés à des plateformes de covoiturage, équipés pour transporter les vélos, en ville comme en zone rurale. Gratuits ! Pendant les pics de pollution, la gratuité pousse à utiliser les transports collectifs, donc diminue l'utilisation de la voiture. Le



À Paris, le 1^{er} décembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

constat des villes et agglomérations qui l'ont mise en place est le même : la gratuité, ça marche !

Engager la reconversion de l'industrie automobile

Cette reconversion urgente vers les transports en commun doit se faire impérativement sans casse sociale en imposant la continuité du salaire et des équipes de production. La voiture individuelle est le symbole de la démesure du capitalisme. Ne prolongeons pas cette fuite en avant avec l'imposition de la voiture électrique.

Prendre le vélo au sérieux

Sa pratique reste marginale. Pourtant, il a été très populaire : il peut

redevenir ! Il faut y consacrer les moyens notamment en créant partout les parkings et aménagements de circulation nécessaires.

Priorité au fret ferroviaire et fluvial

En France, les marchandises circulent à 85% sur la route, 9% sur les rails, 2,3% sur les fleuves. L'OCDE prévoit la multiplication par 4 des volumes transportés pour 2050. Il faut stopper cette évolution climaticide en diminuant le volume de marchandises sans rapport avec les besoins, relocaliser les productions, cesser les va-et-vient à travers le monde. Ce qui ne veut pas dire financer le ferroutage, les autoroutes

ferroviaires et les TGV-fret qui servent plus à permettre aux camions de contourner les nœuds routiers (montagne, mer, Paris, Lyon) qu'à réduire l'impact des poids lourds sur l'environnement. Il faut avant tout accorder la priorité au fret ferroviaire et fluvial.

Comment financer ces mesures écologiques et sociales ?

- Augmenter le versement transport des entreprises.
 - Réaffecter les budgets « transports » des collectivités et de l'État accaparés aujourd'hui par les voitures et les camions (parkings, autoroutes, rocade...) au fret ferroviaire et fluvial, aux bus, au vélo, à la marche à pied.
 - Stopper les projets et chantiers autoroutiers qui visent le toujours « plus vite, plus loin » cher au productivisme, comme l'autoroute à l'est de Rouen, la LGV entre Limoges et Poitiers, le contournement de Strasbourg ou le canal vers le nord de l'Europe. Il est établi que ces infrastructures fonctionnent comme des aspirateurs à véhicules, augmentant le trafic jusqu'à saturation, au lieu de le fluidifier.
- Pour cela, il faut faire converger les luttes de toutes celles et ceux qui, sur le terrain, lient les questions écologiques et sociales : marcheurs pour le climat, zadistes, Gilets jaunes, syndicalistes...

DES SERVICES PUBLICS D'URGENCE

Durant sa campagne électorale, Emmanuel Macron avait annoncé son objectif de « 120 000 suppressions de poste dans la fonction publique d'ici à 2022 ». Plus précisément, il s'agit de liquider 50 000 emplois dans la fonction publique d'État et 70 000 dans les collectivités territoriales. Comme si le problème était un excès de service public et non un déficit de service public...

Destruction massive

Récemment, Olivier Dussopt, secrétaire d'État en charge de la Fonction publique et des Collectivités locales, expliquait, en ayant recours à la rhétorique technocratique de la Macronie : « Il faut d'abord travailler sur la façon de moderniser les services publics et de gagner en productivité. Ce n'est qu'à partir de là que l'on peut supprimer des emplois, tout en conservant un objectif : l'amélioration de la qualité du service public rendu aux usagers. La mise en œuvre des réformes étant progressive, plus nous allons avancer, et plus des marges de réduction des effectifs se dégageront. » Comprendre : nous allons améliorer la qualité du service public en supprimant des dizaines de milliers de postes. Telle est l'implacable logique du plan CAP 2022.

Éducation, santé, transports, finances publiques, service public postal, culture... Aucun domaine ne semble vouloir échapper aux ambitions destructrices du gouvernement qui, marchant sur les pas de ses prédécesseurs et en conformité avec les décisions européennes, s'attèle à démanteler méthodiquement les services publics et à les libéraliser, au nom des « économies nécessaires », de la « rationalité », de l'« efficacité ». Concrètement, on parle de fermetures de milliers de bureaux de poste, de « restructurations » dans le domaine hospitalier (avec entre autres la disparition des maternités de proximité), de fermetures de classes, mais aussi de la mort de milliers de kilomètres de « petites lignes » ferroviaires et, plus globalement, de l'éloignement toujours plus grand des services publics, qui oblige des millions de personnes à parcourir des dizaines de kilomètres pour pouvoir en bénéficier.

Les services publics ne sont pas faits pour être rentables !

C'est exactement le contraire qu'il faut faire. L'éducation, la santé, les transports, la culture... ne sont pas faits pour être « rentables » ! À l'inverse des politiques de libéralisation et de démantèlement, qui s'accompagnent de la casse du



URGENTES

URGENCE!

uffle sur le pays avec le mouvement
r les carburants qui ont été la goutte
autres questions sont posées par la
on des services publics, problématiques
esses, démocratie... Un ensemble de
idé de revenir dans ce dossier, avec la
ale et démocratique.

DE QUALITÉ ET ÉTENDUS!

statut de fonctionnaire, il s'agit de redonner tout son sens à la notion de «services publics». Financés par les impôts, ils doivent bénéficier à la collectivité et contribuer à résorber les inégalités sociales et territoriales sans considérant de rentabilité ou de compétitivité. Permettre à chacunE de vivre, c'est aussi permettre à chacunE d'accéder à la satisfaction de besoins essentiels indépendamment de ses moyens. C'est possible, en développant des services publics de proximité et de qualité, gratuits ou à très bon marché: pour l'éducation, pour la santé, mais aussi pour le logement, la culture, les activités sportives ou l'accès aux biens de première nécessité. Cela passe notamment par la réouverture des petites lignes et de l'ensemble des services publics de proximité, et par leur extension. Mais aussi:

- Une école gratuite où apprentissages techniques, manuels et intellectuels sont pensés en complémentarité et non comme un outil de tri social; une université gratuite et sans sélection; la fin des fermetures de classes, des moyens conséquents pour permettre à toutes et à tous de bonnes conditions d'apprentissage (effectifs limités à 20 par classe), avec des créations massives de postes de fonctionnaires et la titularisation de tous les précaires.

- La fin de l'austérité budgétaire à l'hôpital; la création de 120 000 emplois pour maintenir des établissements de proximité, comprenant au moins un service d'urgence, une maternité et un service de chirurgie, et créer des centres de santé publics ouverts 24/24 h pour la médecine de proximité.
- L'expropriation des groupes privés du secteur énergétique et la création d'un service public unifié de l'énergie, avec de véritables efforts de planification. Ce qui permettrait d'aboutir à 100% d'énergies renouvelables en 2050, qui combine arrêt du nucléaire, fermeture immédiate de tous les réacteurs de plus de trente ans, abandon des projets d'enfouissement des déchets radioactifs et sortie des énergies fossiles.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA

GAGNER PLUS POUR VIVRE CORRECTEMENT

Membres du gouvernement, parlementaires et journalistes des principaux médias partagent la même langue. Quand les Gilets jaunes, des syndicalistes, des militantEs anticapitalistes parlent de taxes, ils comprennent et martèlent «impôts»; ils transforment cotisations sociales en «charges sociales». Et à salaires ils préfèrent «pouvoir d'achat». Ce concept est censé combattre la perception de la réalité qu'a une majorité de la population de ne pouvoir vivre correctement jusqu'à des fins de mois qui commencent de plus en plus tôt. Et pourtant on voit défiler sur les plateaux télé des experts économiques qui nous expliquent qu'il est contre-productif d'augmenter les salaires. Pour eux, il faudrait constamment remettre au goût du jour la doctrine selon laquelle les aides aux entreprises est la seule voie permettant de (re) lancer l'emploi, la croissance, les richesses, qu'il ne resterait plus qu'à laisser ruisseler jusqu'en bas de l'échelle sociale.

Insoutenables inégalités

Si la «taxe carbone» a été le déclencheur, c'est bien la gravité de cette situation qui est au cœur de la mobilisation des Gilets jaunes. Avec la reprise de l'inflation, l'augmentation de la CSG, la baisse des APL, l'augmentation des prix de l'énergie, le blocage des salaires, la désindexation des pensions de retraite sont devenus insupportables. Le résultat des mesures budgétaires du gouvernement Macron consiste c'est un gain de 28 363 euros pour

les 0,4% les plus riches et de 86 290 euros pour les 0,1% les plus riches soit + 17%. À comparer aux 32 euros mensuels, toutes réformes confondues, hausse de la prime d'activité incluse, que gagnera en plus un salarié au SMIC, et aux 18 euros par mois accordés à ceux émergeant à 1,5 SMIC. Selon le Centre d'observation de la société, sur 10 ans, le niveau de vie moyen du dixième le plus pauvre a progressé de 20%, mais avec un gain annuel de seulement 1400 euros, soit 120 euros mensuels. Le niveau de vie des 10% les plus riches s'est accru de 25%, soit plus de 11 000 euros de gain annuel, 950 euros mensuels. L'écart entre le haut et le bas de la pyramide des revenus s'est creusé de 10 000 euros annuels.

Toujours plus pour les plus riches

L'étude annuelle de 2018 du cabinet Proxinvest indique que la rémunération moyenne des patrons du CAC 40 atteint 5 millions d'euros par an, soit plus de 280 années de SMIC. Cette augmentation (+ 14%) est la plus forte des dix dernières années. Pour les patrons des 120 plus grandes entreprises françaises, la rémunération moyenne annuelle s'est établie à 3,8 millions d'euros pour 2017, soit 214 années de SMIC, avec une hausse de salaire de 10%. Avec les réformes, principalement de l'impôt de solidarité sur la fortune et de l'impôt sur les revenus mobiliers, les 5034 personnes constituant les 0,01% les plus riches, c'est-à-dire gagnant plus de 2 millions d'euros de revenus annuels, ont vu leurs

contributions totales passer de 52% en 2016 à 46,6% en 2018. Cette baisse de 5,4 points se traduit par une économie de près de 253 800 euros. Au total, 1,27 milliard d'euros captés sur l'enveloppe de 4,5 milliards pour les 1% des ménages riches (qui correspondent, eux, approximativement, à 550 000 personnes). Selon les ONG Oxfam et Basic, de 2009 à 2016, les sociétés du CAC 40 ont versé en moyenne 67,4% de leurs bénéfices sous forme de dividendes et de rachats d'actions. Les réinvestissements ont représenté quant à eux 27,3% des bénéfices et les primes pour les salariéEs (intéressements et participations) seulement 5,3%.

Toujours plus de pauvres, toujours plus pauvres

Si l'on se réfère au seuil de pauvreté, à 60% du niveau de vie médian (1026 euros par mois), c'est avec près de 9 millions de personnes pauvres qu'il faut compter en France. Ce chiffre a augmenté de 820 000 au cours des dix dernières années. En dix ans, le nombre d'allocataires du RSA est passé de 1,3 million à 1,7 million. 7,6% de la population déclare ne pas pouvoir s'acheter une deuxième paire de chaussures faute de moyens. 4,8 millions de personnes ont dû faire appel à l'aide alimentaire en 2015. Près de quatre millions de personnes sont mal logées, soit que leur logement est très dégradé, soit trop petit, ou qu'elles n'ont pas de domicile personnel.

Renverser la tendance

Pas étonnant que, dans ces conditions, les enquêtes indiquent qu'environ 80% des sondéEs pensent

que leur pouvoir d'achat s'est dégradé. Les richesses existent. Leur répartition est insupportable. Un des fondamentaux du système capitaliste c'est de réduire au minimum les revenus de celles et ceux qui produisent les richesses pour alimenter profits et dividendes. Dans les mobilisations qui se développent, nous défendons des revendications qui tendent à renverser la réalité de l'appauvrissement de la majorité de la population. La confusion semée par des dizaines d'années de discours patronaux et gouvernementaux rend nécessaire de reprendre des débats, des explications. Des débats pour montrer que si le «net» est ce que touche le/la salariéE, vient s'y ajouter la partie de salaire socialisé sous forme de cotisations sociales. Qui devrait couvrir la Sécu, les allocs, les retraites, le chômage, la dépendance...

Les urgences, ce sont:

- Une augmentation immédiate de 300 euros net pour toutes et tous. L'égalité intégrale des salaires et revenus pour les femmes et les hommes.
- Aucun revenu, salaire, pension, allocation chômage en dessous des 1700 euros net.
- Indexation des salaires sur le coût de la vie avec la (re)mise en place d'un indice de son évolution sur la base des dépenses réelles de la majorité. Des chiffres que nous devons pas asséner mais construire, valider avec les salariéEs, les privéEs d'emploi, les retraitéEs. Des urgences à arracher par nos mobilisations.

CONTRE LEUR « DÉMOCRATIE », DÉCIDONS PAR NOUS-MÊMES!

Le système politique dans lequel nous vivons n'a rien de démocratique. Les partis politiques sont quasi interchangeables, les politiciens n'aspirent qu'aux postes de gestion des affaires de la grande bourgeoisie. Le président est élu tous les cinq ans et, une fois élu, est irresponsable et peut ne pas tenir ses promesses électorales, ou prendre des mesures dont il n'avait jamais parlé lors de ses campagnes. Les députéEs sortent des grandes écoles de l'administration, ou ils sont avocats, ou médecins, quand ils ne sont pas directement des hommes d'affaires... Ils ne nous représentent pas!

Exigences démocratiques élémentaires

Il s'agit de défendre des exigences démocratiques élémentaires:

- Suppression de la présidence de la République et de ses pouvoirs exorbitants.
- Suppression du Sénat, une assemblée de notables élus par les notables.
- Proportionnelle intégrale à toutes les élections.
- Interdiction du cumul des mandats et de plus de deux mandats consécutifs dans la même fonction.
- Indemnité correspondant au salaire moyen d'un ouvrier ou d'un employé (actuellement 2300 euros brut par mois).
- Droit de vote à toutes les élections pour les résidentEs étrangerEs. Pour mettre en œuvre tout cela, une exigence démocratique élémentaire

est de mettre à bas la Constitution de la 5^e République, imposée sans le moindre débat après le coup d'État de De Gaulle en 1958.

La démocratie ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise

Des exigences démocratiques élémentaires qui imposent aussi de s'attaquer aux lieux réels de pouvoir: les banques, les grands groupes capitalistes, dont les dirigeants ne sont désignés que par leurs plus gros actionnaires, détiennent un pouvoir bien plus réel que les assemblées élues. De même, la démocratie s'arrête à la porte des entreprises: les salariéEs perdent tout droit réel et y sont soumis à l'autorité et à l'arbitraire patronal. Les capitalistes s'arrogent le droit de licencier, de fermer des unités de production, de bloquer les salaires, de développer des productions polluantes, sans en rendre compte à quiconque: face à cela, nous devons remettre en cause le pouvoir patronal, à commencer par la propriété privée des moyens de production qui enlève à la population la maîtrise des richesses produites et des choix de production.

Prendre nos affaires en mains

Nous devons prendre nous-mêmes les droits démocratiques dont on nous prive, nous les travailleurEs, les chômeurEs, les retraitéEs ou les jeunes des quartiers populaires. Nous en avons les moyens, nous qui produisons toutes les richesses, nous sans qui rien ne

peut fonctionner dans la société. Cela commence à l'usine et au bureau, où les salariéEs doivent avoir le droit de faire de la politique, de diffuser des tracts ou journaux politiques, de se réunir pour débattre. Le patron, lui, fait bien de la politique tous les jours: lobbying auprès des ministres ou des élus locaux pour obtenir subventions ou marchés publics, exiger des dérogations au travail du dimanche ou l'adaptation des lois à ses besoins. Nous devons briser le secret industriel et bancaire derrière lesquels se cachent les patrons de nos

entreprises pour masquer les mauvais coups qu'ils nous préparent. Ouvrir les comptes des entreprises, rendre publics leurs projets, en finir avec le secret bancaire, c'est à la portée du monde du travail, de celles et ceux, secrétaires, employéEs de banque... entre les mains desquels passent tous leurs comptes. La démocratie ce n'est pas choisir tous les cinq ans des «représentantEs», c'est au jour le jour être maître des décisions vitales pour sa vie quotidienne dans l'entreprise, la ville, le quartier... sans déléguer ce pouvoir à de prétendus expertEs ou spécialistes.

